

## L'exécutif du Burkina Faso détenu par la garde présidentielle

@rib News, 16/09/2015 – Source Reuters Des membres de la garde présidentielle du Burkina Faso ont fait irruption mercredi après-midi dans la salle du conseil des ministres et ont arrêté le président de transition, Michel Kafando, le chef du gouvernement et deux ministres, ont annoncé les autorités. Mercredi soir, des militaires ont tiré en l'air devant le palais présidentiel où s'étaient rassemblées plusieurs centaines de personnes pour protester contre la démission des dirigeants à l'intérieur, ont rapporté des témoins.

Le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), nom officiel de la garde présidentielle, n'a pas donné d'explication à ce geste qui intervient à moins d'un mois des élections présidentielle et législatives prévues le 11 octobre pour achever le processus de transition et le retour du pays à la démocratie. Selon le récit de Moumina Cheriff Sy, président du Conseil national de la transition (CNT), le parlement provisoire, des membres du RSP sont arrivés dans la salle du conseil des ministres aux environs de 14h30 et ont pris "en otage" le président Kafando, le Premier ministre Yacouba Izaac Zida, le ministre de la Fonction publique, du travail et de la Sécurité sociale, Augustin Loada et le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, René Bagoro. Le RSP était un des piliers du régime du président Blaise Compaoré, chassé du pouvoir sous la pression de la rue en octobre 2014 pour avoir voulu changer la constitution et prolonger ainsi ses 27 années à la tête du pays. Il y a deux jours, la Commission de conciliation et des formes, chargée de présenter des formes pour un gouvernement de transition, avait proposé de démanteler le RSP. Dans son rapport remis au Premier ministre, la Commission a décrit le régiment de 1.200 hommes comme "une armée au sein de l'armée". En février, le RSP avait tenté de forcer le Premier ministre à démissionner parce que celui-ci avait le projet de réduire ses effectifs. "A BAS LE RSP" Dans un communiqué commun, les Nations unies, l'Union africaine et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédeao) ont appelé à la libération immédiate des personnalités retenues et affirmé leur soutien au processus de retour à la démocratie. Un conseiller de Moumina Cheriff Sy a appelé à une marche vers le palais présidentiel pour demander la libération du président et des ministres. Des manifestations qui s'étaient rassemblées sur une artère importante menant au palais présidentiel ont scandé "À bas le RSP" et "nous voulons des élections". Face aux tirs de sommation, à la tombée de la nuit, la foule a légèrement reculé mais ne s'est pas dispersée. Un journaliste de Reuters a vu des membres de la garde présidentielle repousser les manifestants à l'aide de matraques. Des tirs ont également été entendus dans le quartier voisin de Ouaga 2000. Le Balai Citoyen, organisation qui avait été en pointe dans l'organisation des manifestations contre Blaise Compaoré, a appelé ses membres à descendre dans la rue pour protester. Par ailleurs, la station de radio privée radio Omega a annoncé sur les réseaux sociaux que des militaires du RSP avaient tiré en l'air devant le studio pour forcer les journalistes à cesser les émissions. Plusieurs autres stations du pays semblaient aussi avoir cessé d'émettre. Le Quai d'Orsay a demandé aux Français se trouvant au Burkina Faso de limiter leurs déplacements "au strict minimum". Les ingénieries opérées du RSP après l'éclosion de Blaise Compaoré ont provoqué des manifestations de protestation et incité les autorités à appeler à un examen de son rôle. Le rapport de lundi recommandait le démantèlement du régiment et le redéploiement de ses membres dans le cadre d'une forme plus large de l'armée.